



Forum mondial de la Démocratie  
STRASBOURG - 2015

COUNCIL OF EUROPE



CONSEIL DE L'EUROPE

3 décembre 2015

## ***Liberté vs contrôle : pour une réponse démocratique***

***Surveillance – quel est le bon dosage ?***

***Construire la confiance et la résilience dans des sociétés diverses***

***Responsabilité des médias à l' « ère de la terreur »***

---

### **Résumé**

L'édition 2015 du Forum mondial de la démocratie s'est tenue après les attentats du 13 novembre à Paris, mettant en avant la pertinence du thème et l'urgence de trouver des réponses aux trois questions posées. Une forte participation, des discussions dans de nombreux fora et l'examen des initiatives dans les laboratoires, n'ont pas seulement dégagé de riches réflexions mais également un certain nombre de recommandations (voir ci-dessous) qui peuvent être adressées aux autorités nationales, aux médias et autorités locales ainsi qu'à des organisations internationales, comme le Conseil de l'Europe.

*« Les terroristes ne peuvent pas détruire notre démocratie.... mais nous, nous le pouvons »*

Les débats ont souligné la nécessité de vérifier le rapport coût/efficacité de la surveillance, les risques de débordements sur les libertés garanties par la constitution, leurs effets au-delà des frontières nationales, la manière dont les données sont gérées et la question centrale des contrôles adéquats – parlementaire, judiciaire et financier. Même si le débat sur la surveillance est animé, les lanceurs d'alertes sont encore peu nombreux et la société civile ne peut exercer aucun contrôle démocratique significatif, parce qu'elle ne dispose pas de moyens nécessaires pour évaluer l'efficacité de la surveillance et son impact sur les libertés. Des appels pour un engagement civique accru sur des questions de surveillance ne peuvent se faire qu'au sein de démocraties qui fonctionnent avec une maîtrise suffisante du cyberspace.

Alors que des restrictions juridiques de la liberté d'expression et des attaques contre les journalistes perdurent dans de nombreux pays, les médias ont réalisé qu'ils ont un rôle unique à jouer quand il s'agit de faire état d'atteintes ou de violations des droits des citoyens de la part de gouvernements et des services secrets. La société civile s'est également sentie investie de la défense du rôle essentiel joué par des médias libres et indépendants. Une étude récente menée par le centre de recherche PEW et

présentée au Forum, montre que dans certains pays, il y avait un large soutien en faveur des restrictions de la liberté de la presse lorsqu'il s'agit de questions sensibles liées à la sécurité nationale, d'où l'appel fait aux journalistes pour qu'ils continuent de se concentrer sur le journalisme d'investigation, les reportages sur le terrain et le respect de l'éthique en toute situation.

*« Vous pouvez tweeter une révolution, mais vous ne pouvez pas tweeter les institutions »*

La consolidation de régimes de « contre-révolutions » suite au Printemps arabe a été considérée comme un facteur majeur contribuant à la prospérité de Daesh. Les populations de la région ont été doublement frappées par la tyrannie et le terrorisme. Des appels ont été lancés pour arrêter de cautionner ce type de régimes et pour soutenir les forces engagées pour des changements vers la démocratie.

*« Nous avons besoin de moins de réaction et davantage de réflexion »*

Bien que la peur ne pourra jamais être éradiquée totalement, les meilleurs antidotes en sont : garder la foi dans les institutions démocratiques – en particulier dans le système judiciaire – et éviter les pièges qui consistent à cibler des groupes entiers ou des zones géographiques comme dangereux ou déviants. La diversité dans nos sociétés doit être gérée en créant des « récits partagés » qui intègrent différentes approches/histoires qui existent au sein des communautés locales, comme l'a montré avec succès le gagnant du prix de l'innovation démocratique. La résilience et la confiance ne doivent pas venir d'en haut. Le travail sur le terrain et au niveau local vers l'intégration a été considéré comme une première étape nécessaire vers des changements dans les orientations du leadership politique.

## **Recommandations**

### ▪ **aux autorités nationales :**

- ✓ se concentrer sur la surveillance ciblée, fondée sur une approche strictement professionnelle – dans le cadre d'un mandat juridique spécifique confié aux agences et basé sur une utilisation efficace des données à gérer et le respect des normes en matière de droits de l'homme.
- ✓ mettre en place des contrôles parlementaire, juridique et financier adéquats et un audit financier des dépenses des agences de renseignement.
- ✓ mettre à jour le cadre juridique pour se mettre à niveau avec la technologie et veiller à une coopération transnationale en utilisant les structures et institutions existantes (y compris le Conseil de l'Europe) pour contrôler de manière efficace les pratiques qui contournent les restrictions en matière de droits de l'homme.
- ✓ communiquer objectivement et clairement sur des menaces sécuritaires

### ▪ **aux autorités nationales et organisations internationales :**

- ✓ lutter contre le terrorisme en soutenant le changement vers la démocratie dans le monde arabe
- ✓ cibler les politiques et les programmes de « dé-radicalisation » plutôt que cibler un groupe entier ou des zones géographiques
- ✓ améliorer la maîtrise du cyberspace
- ✓ soutenir les mesures de confiance (CBM) pour les journalistes en provenance de pays en situation de conflit

- ✓ soutenir la mise en place d'un rapporteur général pour la protection des journalistes auprès du Secrétaire général des Nations Unies

▪ **aux médias:**

- ✓ poursuivre l'engagement dans le journalisme d'investigation, notamment sur les grandes entreprises, et les reportages sur le terrain
- ✓ respecter en toute situation une éthique professionnelle, y compris lors de reportages sur les attaques terroristes
- ✓ s'abstenir d'utiliser des analyses toutes faites et résister à l'appât du gain (contrats télévisuels, droits d'auteurs)
- ✓ adapter le journalisme à de nouveaux formats qui parlent aux jeunes et aux utilisateurs d'internet

▪ **à la société civile :**

- ✓ travailler plus étroitement avec les autorités nationales et locales sur l'intégration des migrants et des réfugiés
- ✓ soutenir et défendre les défenseurs de la liberté des médias
- ✓ Faire que les communautés à la base créent leurs propres récits sur l'intégration en utilisant des histoires partagées et non des « contre récits »
- ✓ éviter le danger de tirer des conclusions qu'à partir d'un seul récit